

Interview de Charles Ramirez - Décembre 2015

« La genèse du mouvement des Vignerons Indépendants »

À 96 ans¹, Charles Ramirès se souvient. Le combat qu'il a mené avec d'autres vignerons est à replacer dans le contexte des années 70. Une époque où les vignerons se considèrent comme les « isolés » : ils n'ont aucune aide, ni la reconnaissance de l'État. Confrontés à d'énormes difficultés, en particulier dans les départements de l'Hérault et de l'Aude d'où est né le mouvement, ils décident de se mobiliser sous l'impulsion de celui qui est reconnu comme le président fondateur des Vignerons Indépendants.

Comment vous êtes-vous retrouvé à la tête de ce mouvement ?

Pour comprendre cette aventure, il faut faire un détour par mes origines. Je suis né en Algérie. Là-bas, j'ai fait tous les métiers : éleveur de moutons, assureur... Je n'étais pas vigneron mais j'avais le désir profond de le devenir. En 1962, quand j'ai dû partir sans argent, avec une valise et mes deux enfants, je me suis lancé dans la vigne. J'ai pu acquérir un domaine dans l'Aude et peu à peu, je me suis fait une place en m'impliquant dans le tissu associatif. On fait appel à moi comme vice-président du Syndicat Unique et de la CGVM et je me retrouve aussi commissaire au compte de la blanquette de Limoux et du laboratoire de Suze la Rousse... N'étant pas de la région, j'avais la distance nécessaire pour occuper ces fonctions. Rapidement, j'ai compris qu'il devenait vital que les vignerons se fédèrent pour exister face au mouvement viticole coopératif. Il y avait un rapport de force entre eux et nous puisque nous, nous n'étions reconnu ni des services administratifs ni du gouvernement.

Pourquoi n'existait-il pas de syndicat pour représenter les vignerons indépendants ?

Il y avait une multitude de petits syndicats mais qui n'avaient pas de poids. La profession était organisée avec la coopération d'un côté, particulièrement hégémonique dans le midi, et « les isolés » qui n'avaient droit à rien. Le mouvement coopératif s'était construit dans les années 20. Alors que des milliards étaient alloués à la coopération, nous n'avions aucun droit, ni aide, ni subvention et aucune reconnaissance. Dans le Midi, la coopération était devenue une force qui coiffait tout, un levier à tous les niveaux (DDA, DDE, Répression des fraudes, etc.). Le paradoxe, c'est que pour 80% des coopérateurs, la vigne était accessoire ! Ils n'en vivaient pas. Or le système coopératif - un homme, une voix - pesait dans les décisions. Je n'étais pas contre eux, je voulais seulement que « les isolés » aient les mêmes droits.

Y-a-t-il eu un événement qui a accéléré la naissance du mouvement ?

En 1973, Chirac avait fait voter le groupement des producteurs, une mesure incompatible pour les indépendants. La totalité de l'agriculture devait passer par la coopération : on nous laissait notre exploitation sans plus être maître de son produit. Cela nous avait déjà incités à bouger. Mais pour moi, l'électrochoc, c'est en 1974 lors d'un déplacement au ministère de l'agriculture

¹ Entretien réalisé en décembre 2015.

auprès de Pierre Murret-Labarthe, membre du cabinet du ministre². Je devais présenter un rapport départemental porté par la profession le Syndicat Unique³ dont j'étais le vice-président départemental. Quand j'ai évoqué le monde des vigneron isolés et des caves particulières, sa réponse a été « Ça n'existe pas ! » Le soir-même, ma décision était prise et personne ne m'aurait fait reculer. J'ai appelé mon meilleur ami Lucien Bousquette, un vigneron indépendant. Je me souviens lui dire :

- *J'ai trouvé le couillon qui va lancer le mouvement des caves particulières !*
- *Qui ?*
- *Moi. Le combat va être dur. Il faudra me suivre... et je vais avoir besoin de vous.*

C'est avec lui et d'autres que l'aventure a commencé en 1976 et j'y ai consacré quatorze ans de ma vie. Ils m'ont alors propulsé comme vice-président.

Votre plus beau souvenir ?

Le 31 mars 1976, je suis à Carcassonne devant plus de 2 000 personnes, à la tribune pour exposer mes idées. Lors du vote à main levée à l'unanimité, ils sont d'accord pour lancer le mouvement : la machine était lancée. Parti de l'Aude, il s'étendra à la région, puis au reste du territoire...Mais il fallait un président. Interruption de séance, ovation : j'étais piégé pour accepter la présidence mais heureux. Ce jour-là, présent dans l'assistance, il y avait Achille Gauch, alors président du syndicat de l'Hérault : il adhèrera deux mois après et en deviendra le président.

Concrètement, comment avez-vous réussi à constituer ce mouvement ?

Pendant quatre ans et souvent clandestinement car on nous refusait les salles de bars et de restaurants, j'ai battu la campagne, village par village, quartier par quartier, maison par maison, pour expliquer et convaincre qu'au-delà de bien vendre notre vin, nous devons ensemble construire une grande confédération au niveau national. La chambre d'agriculture, le crédit agricole, la DDE, la DDA, tous étaient contre moi et beaucoup d'entre nous craignaient leur pression. On me disait toujours : « *Cela fait cinquante ans que rien ne bouge et personne ne pourra lancer les caves particulières.* », ou encore « *On vous approuve, mais on a peur.* » Je suis allé jusqu'à recevoir des menaces de mort. Même le préfet a essayé de me faire changer d'avis... Mais je ne dérogeais pas à ma devise issue de la Légion : « Vaincre ou mourir ! » L'effort de conviction qu'il a fallu déployer a été énorme. Certains maires nous donnaient rendez-vous et le jour de la réunion, ils ne venaient pas. J'ai continué à sillonner tous les départements, enchaînant les réunions et obtenant parfois des soutiens. Ainsi la fédération de Saône-et-Loire est la première que j'ai créée jusqu'à l'élargissement avec les autres régions septentrionales.

Pourquoi le combat même au niveau régional a-t-il été si difficile à mener ?

Nous étions dans l'Aude, la région la plus difficile de France, avec la présence d'Antoine Verdale, un pur audois, l'homme le plus influent de France, à la fois l'oreille de l'Élysée et du

² Christian Bonnet, sous le gouvernement Chirac.

³ Syndicat qui regroupait dans le département tous ceux qui adhéraient à la CGVM.

ministère de l'agriculture ! Il avait tous les leviers de pression à sa disposition et semait la terreur. Il était président national de la confédération des coopératives vinicoles de France, mais aussi à la tête de la chambre de l'agriculture de l'Aude et des vigneron coopérateurs audois et languedociens. Il ne voulait pas de contrepouvoir issu des isolés et il avait mis en place des ramifications partout pour coiffer tout le monde. À la fois casseur en région et pompier à Paris, il menait une guerre tactique. Quand il y avait des heurts violents sur le terrain, il parvenait à les stopper mais en fait, c'était lui qui les lançait la veille ! Du coup, je me suis heurté à l'incompréhension des vigneron à la tête de grandes exploitations de l'Aude qui me barraient la route, parce qu'ils avaient des places prépondérantes à la Chambre de l'agriculture. Mais ce furent eux au final les premiers adhérents !

Parmi mes opposants, il y a eu aussi le président de la Caisse des Crédits Agricoles de France de l'époque, Yves Barsalou qui a tout fait pour me décourager : « Si un jour, votre train démarre, j'accrocherai mon wagon », m'avait-il dit. Quelques années après, je le retrouve à Orly. Il me salue : « Chapeau, M. Ramirès » et moi, de lui répondre « Maintenant vous pouvez accrocher votre wagon ».

Quels étaient les acteurs au niveau national ?

D'une part, le monde agricole était déjà organisé avec de grosses structures : Medef, FNSEA, coordination rurale, etc. D'autre part, il y avait une mosaïque de petits syndicats et des appartenances à des chapelles. Rien qu'à Bordeaux, il y avait 52 syndicats... L'ANAVIR était aussi un groupe de vigneron de France (des embouteilleurs) qui au début nous a fait un barrage avant de nous rejoindre. J'ai malgré tout réussi à fédérer 30 départements. Avec le recul, c'était un exploit de réunir des régions viticoles aussi différentes. Défendre un mouvement syndical à vocation générale et de surcroît né dans le midi, beaucoup de vigneron n'en avaient rien à faire : en Champagne, ils considéraient qu'ils n'avaient besoin de personne car ils gagnaient bien leur vie, tout comme à Bordeaux, de même en Alsace ou dans le Beaujolais. J'ai dû me déplacer à plusieurs reprises pour les convaincre.

À partir de quand le mouvement prend-il son essor ?

En 1978, alors qu'on n'avait que les 11 fédérations du Midi, j'ai dit à Achille Gauch, on va annoncer que c'est une confédération nationale. Mais c'était un leurre pour le gouvernement. C'est véritablement à partir des années 1986-87 qu'on est pris au sérieux au vu du nombre de nos adhérents et de nos 30 fédérations. Le gouvernement par le biais du ministère alloue un budget pour les vigneron indépendants. La préfecture et la DDA reçoivent les premières subventions (arrachage, cuverie, etc.) qui seront réparties par les services administratifs au niveau régional puis départemental, dans les fédérations des caves particulières, à partir de 1990.

Quelle a été la plus grosse crise que vous ayez traversée ?

En 1985. Il s'agit de l'épisode de l'Assemblée générale de Colmar. À l'époque, j'étais président honoraire - le président Chambovet était déjà très malade - et la confédération au bord de l'implosion. L'Alsace appartenait à l'ANAVIR. Ils tenaient leur assemblée générale où nous

étions conviés pour savoir s'ils allaient enfin nous rejoindre. Leur président m'avait évoqué à demi-mots la possibilité de s'impliquer fortement car de notre côté, tout notre bureau avait éclaté : le secrétaire avait démissionné ce jour-là et le trésorier parti avec la caisse. Poussé par Puygh et Peytavy, il m'a bien fallu accepter. Personne ne voulait la présidence même momentanée, d'un mouvement balbutiant et pas encore structuré, car cela représentait un investissement en temps et en argent. À cette époque, les cotisations étaient insuffisantes... Alors pendant trois mois, refusant la lettre de démission de Jean-François Chambovet, j'ai œuvré comme président délégué : il a fallu serrer les vises et tout remettre en ordre. Après sa mort, j'ai été président pendant cinq ans. J'ai repris un secrétaire général et un trésorier ; à cette époque, le siège était toujours à Orange.

Aviez-vous un organe de liaison ?

On communiquait par téléphone et par courrier. Au début, la presse ne nous était pas favorable. Il y avait un journal vitivinicole indépendant rédigé par deux journalistes, Alain Gosse et sa femme Bernadette ; mais très vite, ils s'intégrèrent totalement à la cause du mouvement. Leur journal prit son essor à partir de 1985 ; il faisait le pendant de celui de la coopération : « Le journal vinicole ». Nos adhérents s'y inscrivirent en nombre. Alain Gosse me suivait dans tous mes déplacements. Pour inciter les régions septentrionales à nous rejoindre, ce journal était un relais idéal.

Combien de fédérations avez-vous réussi à créer ?

À l'époque, il y en avait seulement onze dont deux dissidentes - deux fédérations de la vallée du Rhône ayant été exclues suite à propos diffamants à l'égard du président Chambovet. À mes frais, je reprends donc mon bâton de pèlerin, de 1985 à 1990. Chaque fois, il y avait de gros rassemblements de 300 à 400 personnes. J'exposais la philosophie en rappelant qu'ils n'étaient pas représentés au niveau national. C'est de l'Alsace d'où l'on avait frôlé l'implosion que j'ai commencé à prospecter. Vingt fédérations des plus grandes au plus petites ont suivi : le Champagne, le Jura, l'Yonne, le Beaujolais, le Bourgogne, le Bordelais, l'Indre et Loire, le Loir et Cher, le Cognac, l'Armagnac, l'irouleguy, le duras, ... Alors, la confédération a pu reprendre un nouveau souffle, ayant réussi à réunir trente fédérations.

Quels ont été les présidents dans les premières années du mouvement ?

Considéré comme le président fondateur, j'ai eu un rôle de vice-président auprès des deux premiers présidents qui me consultaient. Achille Gauch avait un défaut : c'était un producteur de vin de table, il était donc contre les AOC ! On me chargea de le faire démissionner. Car pour passer au niveau national, il fallait accepter les AOC. Pour le dissuader de garder la présidence, je dus lui dire : « *Achille, nous voulons passer au niveau septentrional. Je ne t'en veux pas et tu as le droit d'être contre les AOC. On veut t'offrir la place de vice-présidence* ». Nous avons nommé ensuite Jean-François Chambovet qui aura été un merveilleux président jusqu'à ce qu'à ce que je doive reprendre du service en 1985, pour quatre ans. Mon successeur sera Henri Gualco.